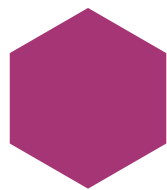


## L'entretien

# Jean-Pierre Cabestan

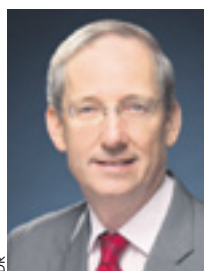
## « Les mouvements de masse ont contraint le pouvoir chinois à évoluer »

Auteur du *Système politique chinois*, Jean-Pierre Cabestan analyse les ressorts de la politisation citoyenne. Dans cet ouvrage précis qui décrit l'organisation et les structures du Parti communiste chinois, le directeur de recherche au CNRS, basé à Hong Kong, tente d'envisager les évolutions qui pourraient se dessiner dans l'empire du Milieu.



**Dans votre ouvrage, vous décrivez la modernisation et l'adaptation du système politique chinois à la nouvelle réalité économique et sociale du pays. Quelles sont les grandes évolutions notables ?**

**JEAN-PIERRE CABESTAN** Le système politique chinois s'est véritablement mis au service du développement économique à compter de 1979 et de manière encore plus systématique depuis le début des années 1990. Mais c'est un développement encore largement dirigé par l'État (central et local) qui est à la fois régulateur, administrateur, notamment de nombreux établissements publics (universités, hôpitaux, etc.), et encore souvent entrepreneur, à travers les entreprises d'État. La première évolution majeure a été l'autonomisation des entreprises d'État et des établissements publics ; la deuxième a été une décentralisation (ou plutôt déconcentration) de l'appareil d'État qui a permis aux collectivités locales, d'abord celles des provinces puis celles des grandes villes, d'acquérir de plus larges compétences pour organiser leur développement économique ; la troisième a été la promotion d'un personnel administratif et politique plus compétent et plus souvent formé à l'étranger. La mise en place, en 1993, d'une fonction publique recrutée sur concours a aussi directement contribué à la professionnalisation de l'appareil gouvernemental. L'appareil judiciaire a suivi ce modèle à compter du début des années 2000, en recrutant les juges et les procureurs sur la base d'un concours également ouvert à ceux qui se destinent à la profession d'avocat. Mais, en même temps, le Parti communiste chinois (PCC), loin de reculer ou de s'affaiblir, est resté le véritable chef d'orchestre de ces réformes (86 millions de membres!) : les secrétaires du comité du PCC sont les véritables numéros un à chaque échelon de la pyramide administrative ; les fonctionnaires oc-



DR  
**Jean-Pierre Cabestan**  
Sinologue

**« En Chine, la participation politique est rarement suscitée par le pouvoir : elle est imposée par le corps social et plus ou moins tolérée. »**

cupant des postes de direction sont choisis par le PCC et ses puissants « départements de l'organisation », et ils appartiennent presque tous au Parti. C'est le système de la nomenklatura : les tribunaux, les parquets mais aussi la sécurité publique (ou la police) opèrent sous l'étroite tutelle des commissions politiques et judiciaires du PCC ; à travers son réseau de « départements de la propagande », le PCC à la fois maintient un monopole sur le discours officiel et délimite les bornes à l'intérieur desquelles les organes de presse, les maisons d'édition, Internet, les intellectuels, les leaders d'opinion et tout citoyen peuvent développer leur esprit de création et, le plus souvent, jouer leurs propres variations sur un thème défini par le sommet.

**Comment caractériser la participation politique au sein de la société et les mouvements sociaux dont le nombre a littéralement explosé depuis le tournant du siècle ?**

**JEAN-PIERRE CABESTAN** Tout d'abord, force est d'indiquer qu'en Chine la participation politique est rarement suscitée par le pouvoir : elle est, dans la plupart des cas, imposée par le corps social et plus ou moins tolérée. Parmi les initiatives prises par le Parti, on peut citer l'introduction de l'élection des comités de villageois (et des chefs de village) à la fin des années 1980, après le démantèlement des communes populaires, et vingt ans plus tard, de comités de citoyens ou de quartier. Mais beaucoup d'observateurs ont été trop optimistes sur la portée de ces élections, encore très étro-

tement dirigées ou plutôt guidées par le Parti qui, un peu comme à Hong Kong aujourd'hui, souhaite maintenir son emprise sur le choix des candidats : dans les villages ou dans les assemblées populaires locales de l'échelon du district, également élues directement par les citoyens, le PCC établit la liste officielle des candidats et veille à écarter les dissidents ou les activistes en herbe et autres « fauteurs de troubles ». C'est la raison pour laquelle, en Chine aujourd'hui, il n'y a pas véritablement de « vie politique » au sens où on



7 MARS, LES SALARIÉS D'IBM DE SHENZHEN, DANS LE SUD-EST DU PAYS

l'entend chez nous. De fait, depuis le massacre de Tian'anmen, en 1989, toute tentative directe de transformation du système politique par la mobilisation est vouée à l'échec. Ce sont donc les méthodes indirectes qui sont privilégiées. La première illustration de ces méthodes indirectes est, comme vous l'indiquez, la multiplication des conflits sociaux, souvent provoqués à la fin des années 1990 par des débauchages en masse des ouvriers des entreprises d'État et, depuis une quinzaine d'années, par l'augmentation des mouvements de protestation ou de grève organisés autour de revendications comme l'augmentation des salaires (notamment dans les villes côtières où le coût de la vie a rapidement augmenté) ou



S, RÉCLAMAIENT DE MEILLEURES INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT. PHOTO ALEX LEE/REUTERS

### PÉKIN DÉBAT DE SON SYSTÈME

Dans un récent article publié sur le site Internet du journal *Qiushi*, Liu Qibao, chef du département de l'information du comité central du Parti communiste chinois revient sur le système unique, « conséquence d'un processus qui a consisté à "laver le sable pour révéler l'or". Depuis les temps modernes, la Chine a essayé les chaussures de toutes les formes et de toutes les tailles. À un moment, elle a même essayé de copier le système occidental. Cependant, aucun essai n'a été concluant ». Réagissant aux critiques formulées après le mouvement dit des parapluies à Hong Kong, le dirigeant ajoute que seul le peuple est à même de commenter la voie empruntée par la Chine.

arrétés. L'autre évolution importante est l'augmentation sans précédent des activités associatives (culturelles, éducatives, sportives, etc.) et religieuses, et du travail caritatif. Je n'ai pas utilisé le terme d'organisation non gouvernementale car la majorité de ces activités collectives ne passent pas par la mise en place d'une structure formelle, enregistrée auprès du gouvernement. Cet enregistrement reste difficile et contraignant ; la plupart des ONG en Chine sont officielles ou ont un lien avec le pouvoir. Enfin, il y a Internet qui a favorisé l'expression de la société et multiplié les forums de discussions sur des questions qui peuvent devenir politiques : la police de l'Internet veille et la censure est féroce, mais elle est aussi erratique et dans ce jeu de cache-cache, ce n'est pas toujours le chat qui gagne car les souris sont souvent trop nombreuses... Mais le problème et le paradoxe restent que la plupart de ses mouvements et de ses activités ne sont pas décrits par leurs acteurs comme politiques, ce serait trop dangereux. Ils œuvrent à défendre des droits, à une autonomisation et à une amélioration de la société, à un renforcement du lien social. Mais, en même temps, ils contribuent à transformer la relation État-parti/société et, indirectement, le système politique.

L'effet le plus connu de l'explosion des mouvements sociaux est que le PCC consulte plus, en amont et en aval, ne serait-ce que pour maintenir la stabilité sociale, objectif prioritaire du régime.

### Quelle est l'influence de la tradition confucéenne et de l'histoire dans la manière de penser la citoyenneté ?

**JEAN-PIERRE CABESTAN** Dans l'histoire de la Chine populaire, vous avez trente ans de maoïsme et soixante ans d'organisation et de propagande de type léniniste. Ces éléments idéologiques se sont ajoutés à un substrat confucéen fait d'élitisme, d'acceptation de la hiérarchie, d'exercice de l'autorité à la manière d'un pater familias (en chinois *jiazhangzhi*), et donc d'impunité, ainsi que d'une longue et riche expérience administrative et d'un système juridique essentiellement centré autour du droit pénal et de l'application correcte mais sévère des châtiments. Si vous

observez l'évolution démocratique de Taïwan ou la situation présente à Hong Kong, vous êtes conduit ipso facto à relativiser l'importance et la prégnance de ce substrat confucéen. Le système politique en place en Chine continentale a donc non seulement perpétué les aspects les plus conservateurs de la tradition confucéenne tout en s'efforçant aujourd'hui de les instrumentaliser pour légitimer le rôle dirigeant du PCC, mais il a aussi distordu cette pensée traditionnelle en y ajoutant un sédiment particulièrement épais et incrusté de culture politique marxiste-léniniste. Dans ce cadre contraignant, il est difficile à la citoyenneté de s'exprimer. Au risque de simplifier, il me semble que la majorité des Chinois n'ont pas encore assimilé une quelconque culture démocratique ; celle-ci progresse parmi les classes moyennes ou les jeunes, et tous ceux qui ont passé un certain temps à l'étranger. Mais ces avancées sont lentes et nombre de Chinois demeurent loin du « politique » : ils ne s'intéressent pas le moins du monde au mode de nomination de leurs dirigeants ni à la manière dont les décisions politiques, qui pourtant engagent l'ensemble de la nation, sont prises. Comme je le dis dans une formule lapidaire et donc réductrice : les Chinois sont devenus consommateurs avant de devenir citoyens, et par conséquent leur mode de pensée est plus proche de celui des Singapouriens que de celui des Taïwanais.

**Lors de son accession au pouvoir, en 2012, le président Xi Jinping laissait entrevoir la possibilité pour la Chine de s'inspirer du modèle singapourien. Y a-t-il eu des avancées en ce sens ?**

**JEAN-PIERRE CABESTAN** La différence de taille entre la Chine et Singapour importe évidemment, mais celle de culture politique plus encore. Singapour est dirigé par des Chinois formés par la Common Law et l'administration coloniale britanniques :

le régime est donc autoritaire, paternaliste, mais assure une grande sécurité juridique et une large absence de corruption, si on laisse de côté les privilèges exorbitants de la famille de Lee Kuan Yew. Les tribunaux singapouriens sont véritablement indépendants, sauf évidemment lorsque le pouvoir politique leur demande de « chercher des poux dans la tête » des opposants politiques... Et bien que corsetés, le multipartisme et les élections ont permis aux

**« La police du Net veille et la censure est féroce, mais dans ce jeu de cache-cache, ce n'est pas toujours le chat qui gagne car les souris sont trop nombreuses... »**

partis d'opposition d'accroître leur influence ces dernières années. En Chine, on est encore loin de ce « modèle », même si c'est de celui-là que la direction du PCC, et cela depuis la visite de Deng Xiaoping à Singapour, en 1978, entend s'inspirer. Les habitus léninistes, la formation d'une classe patricienne ploutocratique qui concentre entre ses mains pouvoir politique et richesse économique, le caractère « sous-développé » des programmes sociaux et la dureté des rapports interpersonnels rendent le succès de la voie singapourienne en Chine très difficile. La montée des mouvements sociaux et, à terme, de contestations plus politiques risque bien de compromettre ce projet et de forcer le pouvoir à proposer ou à accepter une véritable transition démocratique. Mais l'on n'en est pas encore là, d'où le sous-titre de mon livre : *Un nouvel équilibre autoritaire*. •

l'amélioration des conditions de travail. Dans les campagnes, ce sont les expropriations arbitraires et très mal dédommagées des terres qui sont à l'origine des querelles parfois violentes qui opposent fermiers et autorités locales, souvent de mêche avec les promoteurs locaux. Les mobilisations autour de causes comme la protection de l'environnement se sont également multipliées. Cette explosion des « mouvements de masses », comme on les appelle en Chine, a contraint le pouvoir à évoluer, à se montrer plus tolérant et à accepter de négocier. Mais le bâton n'est jamais loin de la carotte en Chine ! Ces mouvements ont parfois contraint le pouvoir à plier mais les meneurs restent souvent inquiétés, et même